

Juillet 2024

Désignation du pouvoir adjudicateur
Etablissement support
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS
Direction des Achats
2 Rue du Docteur Delafontaine, 93200 Saint-Denis
Représenté par son Directeur,

Pour le compte du CENTRE HOSPITALIER DE GONESSE, établissement partie,
Direction du Patrimoine et de la Logistique GHT
2, boulevard du 19 mars 1962
C S30071
95503 Gonesse Cédex

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Appel d'offres ouvert

Articles L2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique

MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE ADAPTATION DU CAPACITAIRE AU CENTRE HOSPITALIER DE GONESSE

Le présent document comporte 26 pages

CAHIER DE CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP).....	1
Appel d’offres ouvert	1
Articles L2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique	1
ARTICLE 1 : OBJET, TYPE ET DUREE DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELS	5
ARTICLE 3 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	5
ARTICLE 4 : CONTENU DES ELEMENTS DE MISSIONS	5
4.1 Missions de base.....	6
4.2 Missions complémentaires.....	6
ARTICLE 5 : ORGANISATION GENERALE DE L’OPERATION.....	9
ARTICLE 6 : EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
ARTICLE 7 : FORFAIT DE REMUNERATION.....	10
ARTICLE 8 : MODALITES DE DETERMINATION ET DE VARIATION DES PRIX.....	10
ARTICLE 9 : REGLEMENT DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 10 : AVANCE – ACOMPTES – FACTURATION – REGLEMENT DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 11 : PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DES FACTURES.....	15
ARTICLE 12 : DELAIS DES PRESTATIONS.....	16
12.2.1 Réunions.....	18
12.2.2 Suivi et classification des modifications apportées aux marchés de travaux.	18
12.2.3 Ordre de service délivré par le Maître d’œuvre destiné aux entreprises titulaires des marchés de travaux.....	18
12.2.4 Projet d’avenant aux marchés de travaux et rapport de présentation correspondant ;	18
12.2.5 Avis motivé sur toute demande d’acceptation d’un sous-traitant.....	18
12.2.6 Étude complète, à la demande du Maître de l’ouvrage, d’une modification mineure du projet et de ses incidences techniques et financière.	18
12.2.7 Réponse à une question d’une entreprise qui conditionne l’avancement des études d’exécution ou des travaux	18
12.2.8 Visa des études d’EXE ou des PAC des entrepreneurs.....	18
12.2.9 Vérification par le Maître d’œuvre des projets de décomptes mensuels des entreprises.	18
12.2.10 Vérification du projet de décompte final et établissement du projet de décompte général des entreprises.	19
12.2.11 DOE et autres documents.	19
12.2.12 Attestation de conformité de fin de chantier.....	19
12.2.13 Instruction des mémoires en réclamation déposés par les entreprises de travaux.....	19
ARTICLE 13 – RECEPTION DES PRESTATIONS	19
ARTICLE 14 – PENALITES.....	20
ARTICLE 15 – EXECUTION JUSQU’A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	21
ARTICLE 16 – EXECUTION APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	22
ARTICLE 17 - PROTECTION DE LA MAIN D’OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	24
ARTICLE 18 - SUIVI DE L’EXECUTION DES TRAVAUX	24

ARTICLE 19 - ACHEVEMENT DE LA MISSION	24
ARTICLE 20 – RESILIATION - LITIGES	24
ARTICLE 21 – CLAUSES DIVERSES.....	25
ARTICLE 22 – UTILISATION DES RESULTATS	26
ARTICLE 23 : TRIBUNAL COMPETENT	26

ARTICLE 1 : OBJET, TYPE ET DUREE DU MARCHE

Dispositions générales : La description des missions est indiquée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Parties contractantes

Conformément à l'article 2 du CCAG-MOE (Cahier des Clauses Administratives Générales – Maîtrise d'Oeuvre), les parties contractantes sont :

- d'une part : Le Centre Hospitalier de Gonesse, 2 boulevard du 19 mars 1962 – 95500 Gonesse,
- d'autre part : le titulaire du marché.

Correspondant

Pour le maître d'ouvrage :

Correspondant technique :

Centre Hospitalier de Gonesse
Said Bouaiba
Ingénieur Travaux-Maintenance – Direction du Patrimoine et de la Logistique GHT
said.bouaiba@ch-gonesse.fr

Correspondant administratif :

Centre Hospitalier de Gonesse
Patricia Dubus
Direction des Achats GHT – Cellule Marchés Publics
patricia.dubus@ghtpdfr.fr

Lieu(x) d'exécution :

Centre Hospitalier de Gonesse
2, boulevard du 19 mars 1962
95500 GONESSE

Objet

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) précise les conditions d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre relatif à l'adaptation du capacitaire dans le bâtiment de Médecine-Chirurgie-Obstétrique (MCO) du Centre Hospitalier de Gonesse.

Ainsi, le marché de maîtrise d'œuvre porte sur une opération de « réhabilitation d'ouvrage existant » au sens des articles R 2172-1, R 2431-3 et R 2431-19 à 23 du Code la Commande Publique.

Type

Conformément aux dispositions des articles R2124-1, R2124-2, R2161-2, R2161-3 à R2161-5 et code de la commande publique, il s'agit d'un marché de maîtrise d'œuvre passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

Durée

La marché est conclu pour une période ferme, de sa date de notification jusqu'à la fin des travaux (comprenant le parfait achèvement). Le délai court à compter de la date de notification du marché.

La date prévisionnelle de démarrage des études est fixée au 1^{er} novembre 2024 pour une durée de 6 mois.

Le planning et le phasage de l'opération, estimé dans l'étude de faisabilité réalisée par le programmeur, la société A2MO, doivent être optimisés.

ARTICLE 2 : PIÈCES CONTRACTUELLES

2.1. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles du marché prévalent les unes sur les autres dans l'ordre fixé ci-dessous en cas de contradiction entre-elles :

- L'Acte d'Engagement du marché et son annexe financière n°1 dans la version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les ordres de services passés en cours d'exécution du marché ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de maîtrise d'oeuvre - approuvé par arrêté du 1^{er} avril 2021 (document téléchargeable sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>).
- Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels ;
- L'annexe n°2 : offre technique du titulaire. Toutefois, les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur que les pièces particulières et générales ci-dessus priment celles-ci.

2.2. Certificats

Pour vérifier que le titulaire n'est pas placé dans la situation de l'article L2141 du code de la commande publique, celui-ci est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre, quelle que soit la date de début de marché et sans que le Centre Hospitalier n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

ARTICLE 3 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

Les situations des cotraitants et sous-traitants sont régies par le CCAG-MOE (articles 3.5, 3.6 et 12) et le Code de la Commande Publique (articles R 2142-1 à 14, R 2142-19 à 27, R 2191-36 à 41 et R 2191-46 à 53 pour les groupements et articles L 2193-1, R 2142-19 à 27, R 2191-3 à 18, R 2191-45 -54 -56 -57 et R 2193 dudit Code pour les sous-traitants).

Le cas échéant, le mandataire du groupement conjoint est solidaire des autres membres du groupement.

En application du présent marché, le titulaire peut sous-traiter les prestations de son choix dans le respect des textes précités et après acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 4 : CONTENU DES ELEMENTS DE MISSIONS

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure dans les annexes I, II, III et IV de l'arrêté du 22 mars 2019 qui précisent les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre définis au chapitre Ier du titre III du livre IV du code de la commande publique.

4.1 Missions de base.

Code	Libellé
DIAG	Etudes de diagnostic
APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif et dossier d'autorisation de construire
PRO	Études de projet
DCE	Dossier de consultation des entreprises, y compris établissement du cadre DPGF.
ACT	Assistance pour la passation des marchés de travaux
VISA	Visa des études d'exécution particulières, des plans de chantier et des plans d'atelier
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et suivi de l'année de parfait achèvement

4.2 Mission complémentaire.

Code	Libellé
SYN	Synthèse et exécution des plans de synthèse.

4.3 Précisions de portée générale concernant les missions susvisées

. Chaque élément de mission devra être exécuté conformément aux dispositions qui figurent l'annexe 20 du Code de la commande publique précisant « *les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des Maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé* », augmentés des précisions complémentaires apportées dans le CCTP .

. Utilisateurs : Dans le cadre de la conception et de la réalisation de l'opération objet des présentes, la concertation avec les futurs utilisateurs revêt une importance particulière et constitue une condition impérative de la réussite de l'opération, qu'il s'agisse de l'ouvrage lui-même ou de sa vie future. Dans cet esprit, le Maître d'œuvre devra participer à toute concertation avec les utilisateurs (cf. personnels du maître d'ouvrage), attendue du Maître de l'ouvrage. À titre indicatif, la fréquence de ces rencontres est de l'ordre de 2 réunions par élément de mission en phase d'études de conception.

. Assistance aux choix des autres prestataires : Le Maître d'œuvre assistera le Maître de l'ouvrage dans l'élaboration, la passation et la gestion des contrats des prestataires intellectuels qui seraient nécessaires à la bonne exécution du projet (et plus particulièrement études de sol (géotechnique), perméabilité à l'air (en phase chantier et à la réception de l'ouvrage) etc. A cette fin, le Maître d'œuvre aura à sa charge de transmettre ses attentes spécifiques pour mener à bien la prestation.

. Les missions VISA et SYNT de la maîtrise d'œuvre concernent également tous les lots des futurs marchés de travaux.

. La mission comprend toutes démarches administratives et participations liées à l'obtention des autorisations nécessaires à l'opération projetée et objet du présent marché, ainsi que l'élaboration et la participation à tout dossier y afférant.

4.4 Précisions concernant les missions du Maître d'œuvre en phase travaux

4.4.1 Direction de l'exécution des marchés de travaux.

Les prestations à réaliser au titre de l'élément de mission de direction de l'exécution des marchés publics de travaux sont fondées sur le principe de l'application des stipulations du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sous réserve des dérogations prévues dans les pièces contractuelles de ces marchés.

La mission DET incombe au Maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification sans l'accord préalable du Maître d'ouvrage.

4.4.2 Suivi et classification des modifications apportées aux marchés de travaux.

Lorsque les marchés de travaux sont modifiés, le Maître d'œuvre renseigne un document de suivi qui inventorie les modifications apportées en moins-value et plus-value, leurs montants et incidences éventuelles sur le délai de réalisation des travaux. Il propose au Maître d'ouvrage, en les justifiant dûment, leur classification dans l'une des 4 catégories suivantes :

Catégorie	Nature de la modification apportée au marché de travaux
Catégorie 1	Modifications initiées par le Maître d'ouvrage et correspondant à une modification du programme.
Catégorie 2	Modifications qui s'imposent au Maître d'ouvrage du fait d'éléments nouveaux et non prévisibles à la signature des marchés de travaux.
Catégorie 3	Modifications initiées par le Maître d'œuvre ou par les titulaires des marchés de travaux après validation de ladite modification par le Maître d'œuvre et résultant d'erreurs et omissions qui sont imputables au(x) titulaire(s) de(s) marché(s) de travaux ou à d'autres intervenants à la construction à l'exception du Maître d'œuvre.
Catégorie 4	Modifications initiées par le Maître d'œuvre résultant d'erreurs et omissions qui lui sont imputables, y compris les éventuelles adaptations économiques acceptées par le Maître d'ouvrage pour compenser ces erreurs ou omissions.

4.4.3 Réunions

a) Réunions maîtrise d'ouvrage

Une réunion mensuelle de suivi de l'opération est organisée et animée par le Conducteur d'opération. Elle réunit le Maître d'ouvrage, la Maîtrise d'œuvre (représentants de l'architecte et des bureaux d'études), l'OPC, le Coordinateur SSI, le Bureau de Contrôle et le Coordonnateur SPS.

b) Réunions de chantier

Une réunion hebdomadaire de suivi de chantier sera organisée, réunissant à minima la Maîtrise d'œuvre (des représentants de l'architecte, des bureaux d'études), l'OPC et les entreprises en charge de la réalisation des travaux. La Maîtrise d'ouvrage et son assistant y seront systématiquement invités. Les autres intervenants seront convoqués suivant les besoins.

À la suite des réunions hebdomadaires de chantier, le Maître d'œuvre rédige un compte-rendu qu'il diffuse à l'ensemble des intervenants de l'opération (Maître d'ouvrage, AMO, Contrôleur technique, Coordonnateur SPS, entrepreneurs, etc.). Le Maître d'œuvre doit diffuser ce compte-rendu dans le délai fixé infra (cf. article 12 « Délais des Prestations »).

c) Autres réunions

Le Maître d'ouvrage pourra également, à sa diligence, convoquer le Maître d'œuvre à des réunions de suivi extraordinaires, suivant les besoins de l'opération.

4.4.4 Ordres de service délivrés par le Maître d'œuvre destinés aux entreprises titulaires des marchés de travaux.

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le Maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au Maître d'ouvrage. Les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés par le Maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans le délai fixé infra (cf. article 12 « *Délais des prestations* ») et dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux sous réserve des dérogations prévues dans les pièces contractuelles des marchés de travaux passés par le Maître d'ouvrage avec les entreprises.

Toutefois, le Maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable du Maître d'ouvrage si l'ordre de service :

- porte sur la notification des dates des commencements des périodes de préparation et de démarrage des travaux ;
- entraîne une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais d'exécution, de durée et de montants ;
- entraîne une modification du programme entraînant une modification du projet.

4.4.5 Visa des études d'EXE ou des PAC des entrepreneurs

Les études d'EXE des ouvrages, lorsqu'elles sont établies par les entrepreneurs, ainsi que les plans d'atelier et de chantier sont soumis au VISA du Maître d'œuvre. Le Maître d'œuvre doit, à la suite de la réception des études d'exécution ou des PAC (Plan d'Atelier et de Chantier) réalisés par les entrepreneurs, adresser son visa assorti de ses observations éventuelles dans le délai fixé infra (cf. article 12 « *Délais des prestations* »). Le visa du Maître d'œuvre ne dispense pas de l'obtention de l'avis du Contrôleur technique.

4.4.6 Vérification par le Maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entreprises

En application de l'article 12.1.8 du CCAG-Travaux (*projet de décompte mensuel établi par le titulaire du marché de travaux*) sous réserve des dispositions particulière du CCAP du marché de travaux passé par le Maître d'ouvrage avec les entreprises, le Maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par les entreprises et mis à sa disposition sur le portail public de facturation ou envoyé par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le Maître d'œuvre accepte ou rectifie les projets de décomptes mensuels selon son appréciation des travaux effectués et les stipulations des marchés de travaux. Il détermine ainsi le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Après vérifications, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel. Il met à disposition du Maître d'ouvrage les états d'acompte correspondants sur le portail public de facturation accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai imparti au Maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs, et à la mise à disposition de l'état d'acompte mensuel sur le portail public de facturation est fixé infra (cf. article 12 « *Délais des prestations* »).

4.4.7 Vérification par le Maître d'œuvre du projet de décompte final des entreprises et établissement du projet de décompte général

À l'issue des travaux, le Maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final et général du marché de travaux établi et notifié par l'entrepreneur en application de l'article 12.2.10 sous réserve des dispositions particulière du CCAP du marché de travaux passé par le Maître d'ouvrage avec les entreprises.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le Maître d'œuvre établit, en application de l'article du CCAG-Travaux sous réserve des dispositions particulière du CCAP du marché de travaux passé par le Maître d'ouvrage avec les entreprises, le projet de décompte général et le transmet au Maître d'ouvrage par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le délai imparti au Maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et sa transmission ou sa mise à disposition au Maître d'ouvrage sur le portail public de facturation est fixé infra (cf. article 12 « *Délais des prestations* »).

4.4.8 Condition d'intervention du Maître d'œuvre dans le cadre de la facturation

électronique

Le Maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation « Chorus Pro » et d'activer l'espace de travail « Facture de travaux ». Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans « Chorus Pro », il appartient au Maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et le valider avant de le redéposer dans « Chorus Pro ». Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du Maître d'œuvre sur le site de la communauté « Chorus Pro » à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>

4.4.9 DOE et autres documents

Après vérification et mise en cohérence, le Maître d'œuvre transmet au Maître d'ouvrage les plans et autres documents à fournir après exécution. Ces documents devront être remis au Maître d'ouvrage et à son Assistant au plus tard dans le délai fixé infra (cf. article 12 « *Délais des prestations* »).

4.4.10 Attestation de conformité de fin de chantier

Le Maître d'œuvre établit l'attestation de conformité de l'ouvrage aux prescriptions des CCTP, éventuellement modifiés par avenant signé du Maître d'ouvrage. Cette attestation devra être signée du Maître d'œuvre et en cas de groupement de maîtrise d'œuvre de l'ensemble de ses membres. Elle devra être remise au Maître d'ouvrage et à son Assistant au plus tard dans le délai fixé infra (cf. article 12 « *Délais des prestations* »).

4.4.11 Instruction des mémoires en réclamation déposés par les entreprises de travaux.

Le Maître d'œuvre doit instruire tout mémoire en réclamation présenté par une entreprise de travaux et donner au Maître d'ouvrage un avis détaillé, circonstancié et motivé permettant une prise de décision. Le délai d'instruction des mémoires de réclamation par le Maître d'œuvre est fixé infra (cf. article 12 « *Délais des prestations* »).

4.4.12 Prestation similaires

Conformément à l'article R 2122-7 (*marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires*) du code de la commande publique, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au Maître d'œuvre un ou plusieurs nouveaux marché(s) sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui ont été confiées dans le cadre du présent marché. Lorsqu'un tel marché est passé, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

Mission complémentaire

Le maître d'ouvrage confiera au maître d'œuvre la mission complémentaire suivante : SYNTHESE (SYN).

ARTICLE 5 : ORGANISATION GENERALE DE L'OPERATION

- La maîtrise d'ouvrage est assurée par la Direction du Patrimoine et de la Logistique GHT du Centre Hospitalier de Gonesse,
- La mission de contrôleur technique est en cours de consultation,
- La mission de coordonnateur SPS est en cours de consultation,
- La mission de coordinateur SSI est en cours de consultation,
- l'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier est en cours de consultation.

Le titulaire devra travailler de concert et se conformer aux dispositions et documents transmis par ces derniers. Les travaux résultant des missions du maître d'œuvre seront dévolus en lots distincts.

ARTICLE 6 : EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations, objets du marché, sont exécutées conformément aux stipulations du CCTP, de ses annexes et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre s'ils sont plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur, notamment pour ce qui concerne les délais d'exécution et moyens alloués.

Ordre de service

Les prestations feront l'objet d'ordres de service adressés au titulaire par mail par le RPA pour chaque élément de missions (ou groupe d'éléments).

Seuls les ordres de service signés par le représentant dûment habilité et notifiés au titulaire devront être honorés.

Chaque ordre de service sera numéroté et précisera :

- . la nature des prestations à réaliser ;
- . les dates de réalisation et de réception de la prestation ;
- . la référence du marché.

ARTICLE 7 : FORFAIT DE REMUNERATION

7.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération

Conformément à l'article R2112-18 du code de la commande publique, le présent marché de maîtrise d'œuvre est établi à prix provisoire.

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération t par la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle. Le taux t et la part de l'enveloppe affectée aux travaux sont fixés à travers l'Acte d'engagement (A.E).

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération t' fixé à l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre au stade de l'APD (cf article 12.1).

7.2 Dispositions diverses

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M_0 des études figurant à l'A.E.

Le coût prévisionnel et le forfait définitif de rémunération sont fixés par avenant.

ARTICLE 8 : MODALITES DE DETERMINATION ET DE VARIATION DES PRIX

8.1 Forme des prix

Les prix sont forfaitaires et révisables.

Les prix forfaitaires comprennent l'ensemble des coûts afférents à la prestation qu'ils couvrent sans que le titulaire ne puisse soumettre un quelconque prix annexe au pouvoir adjudicateur.

8.2 Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé dans l'A.E.

8.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index ingénierie I (base 100 en janvier 1973).

8.4 Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables dans les conditions suivantes :

La formule de révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule:

C = 0,15 + 0,85 (Im/In), dans laquelle :

Io : index ingénierie du mois m0 (mois d'établissement du prix) ;

Im : index ingénierie du mois m : ce mois m est déterminé comme suit à l'article.

Dans l'hypothèse de leur affermissement, les tranches optionnelles verront leurs prix révisés de la même manière. Il appartient au titulaire de présenter une nouvelle annexe financière accompagnée de l'ensemble des éléments de preuve (valeur des indices initiaux et à la date de la révision) à l'appui de la première facture pour laquelle il peut bénéficier de la révision de prix.

Coefficients de révision : Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du point de départ du délai global de paiement, le maître d'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier index révisé publié.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index correspondants sont publiés.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Pour les éléments APS, APD, PRO, DCE et ACT :

a. - Durée d'exécution de l'élément inférieure ou égale à un mois :

Index du mois au cours duquel l'élément est remis au maître d'ouvrage.

b.- Durée d'exécution supérieure à un mois :

Moyenne arithmétique des valeurs des index des mois pendant lesquels s'est effectuée l'exécution de la prestation conformément à l'article 10.2 du CCAG-MOE.

Pour l'élément Visa

Index du mois au cours duquel chacun des documents prévus à l'article 10.2.1 du présent CCAP est remis au maître d'ouvrage.

Pour l'élément DET

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 10.2.1 du présent CCAP.

Pour l'élément AOR

Pour chacune des quatre parties de l'élément définies à l'article 10 présent CCAP, il convient de prendre en compte l'index du mois au cours duquel les documents cités ont été remis au maître d'ouvrage et l'index du dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement pour le dernier alinéa de l'article 10.2.1.

Pour les éléments SYN et suivi financier de l'opération

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 10.2 du présent CCAP.

8.5 Régime des taxes

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

Par ailleurs, sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES PRESTATIONS

Conformément à l'article R2112-6 du code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix forfaitaires hors TVA appliqués aux prestations réellement exécutées.

Ainsi, le contrat est rémunéré à :

- Prix forfaitaire rémunérant la prestation forfaitaire telle qu'elle figure dans la décomposition des prix proposée par l'Acte d'Engagement du marché par l'application d'un taux t.

ARTICLE 10 : AVANCE – ACOMPTES – FACTURATION – REGLEMENT DES PRESTATIONS

10.1. Avance facultative

Conformément au code de la commande publique, le titulaire et ses sous-traitants peuvent demander le versement d'une avance dont l'étendue est définie aux articles R2191-7 -9, R2193-10 et -17 à -21 dudit code à condition que la mission sur laquelle porte l'avance souhaitée soit supérieure à 50 000 € HT et que sa durée soit supérieure ou égale à deux mois.

Le taux de l'avance est fixé à 5% et son assiette concerne soit le forfait provisoire si celle-ci porte sur la tranche ferme soit le forfait définitif dès lors qu'elle concerne la tranche optionnelle affermie.

Le taux de l'avance est porté à 10%, si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13.

Le remboursement de l'avance sera réalisé pour moitié lors du premier règlement et pour moitié lors du suivant.

10.2. Acomptes

En aucun cas, le titulaire du marché ne peut demander le règlement de sommes qui ne feraient pas l'objet des clauses du marché initial ou d'une modification notifiée.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques réglés selon les conditions suivantes :

10.2.1. Description des modalités d'acomptes par élément de mission

. Pour l'établissement des documents d'études suivants : APS, APD, PRO

Les prestations incluses dans les éléments APS, APD et PRO ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément et réception par le maître d'ouvrage.

Aussi, le règlement se fera à raison :

- de 80% de sa valeur à la remise du dossier,
- de 20% après son acceptation par le maître d'ouvrage

. Pour l'exécution de prestations ACT

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- 50 % réglés après analyse des offres des entreprises ;
- 50 % réglés après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le Maître d'ouvrage des offres des entreprises.

. Pour l'exécution du Visa et SYN

Les prestations incluses dans ces éléments sont réglées comme suit :

- 90 % réglés sous forme d'acomptes mensuels, proportionnellement à la durée des travaux ;

- 10 % réglés après réception des travaux.

. Pour l'exécution des prestations de Direction de l'Exécution des Travaux (DET)

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- 90 % réglés sous forme d'acomptes mensuels, proportionnellement au nombre de jours d'avancement du chantier ;
- 5 % réglés après règlement par le Maître d'ouvrage de tous les décomptes généraux d'entreprises ;
- 5 % réglés à l'expiration du délai de Parfait Achèvement, éventuellement prolongé.

. Pour l'exécution des prestations d'Assistance lors des Opérations de Réception (AOR) et pendant la garantie de parfait achèvement

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- 25% réglés aux Opérations Préalables à la Réception;
- 25% réglés à la levée de la dernière réserve, ou à la date à laquelle le Maître d'ouvrage considère que le Maître d'œuvre a mis en œuvre tous les moyens à sa disposition pour faire lever les réserves par les entreprises;
- 40% réglés à la remise du Dossier des Ouvrages Exécutés Exécutés ;
- 10 % réglés à l'expiration du délai de Parfait Achèvement, éventuellement prolongé.

. Rémunération des prestations relatives à la mission de suivi financier de l'opération

Incluse dans la mission DET.

10.2.2. Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérée comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments APS, APD, seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'A.E.

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, il sera procédé si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément PRO, à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments précités.

Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs.

Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état mensuel dans les conditions ci-après définies :

a.- Etat mensuel :

- l'état mensuel établi par le maître d'œuvre indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.
- l'état mensuel sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel auquel il doit être annexé. Le projet de décompte mensuel tient compte des dispositions ci-avant.

b.- Décompte mensuel :

Le décompte mensuel établi par le maître d'ouvrage correspond au montant des sommes dues depuis le début du marché jusqu'à l'expiration de la période correspondante. Ce montant est évalué en prix de base hors TVA. Il est établi à partir du projet de décompte mensuel en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude, calculées conformément à l'article 14 du présent CCAP.

c. - Acompte mensuel :

Le montant de l'acompte mensuel à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- le montant du décompte mensuel ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
- l'incidence de la révision des prix ;
- l'incidence de la TVA.

Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues par le présent CCAP, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final :

. Décompte final

Le décompte final établi par le maître d'ouvrage comprend :

- a. le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ;
- b. la pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage ;
- c. les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre ;
- d. la rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a. diminué des postes b et c ci-dessus.

. Décompte général - Etat du solde

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a. le décompte final ;
- b. la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage ;
- c. le montant, en prix de base, hors TVA du solde, ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d. l'incidence de la révision des prix ;
- e. l'incidence de la TVA ;
- f. l'état du solde à verser au titulaire, ce montant étant la récapitulation des postes c, d et e ;
- g. la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser, cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde. Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre.

10.2.3 Règlement des décomptes

Le projet de décompte du mois « m » des sommes dues au titulaire doit être remis au maître d'ouvrage avant le dernier jour du mois « m + 1 ». Celui-ci dispose ensuite de 15 jours pour faire connaître par écrit au titulaire les modifications qui ont conduit au décompte mensuel retenu par lui.

Le titulaire dispose ensuite de 15 jours pour faire connaître ses observations, mais le litige ne doit conduire à aucun retard dans le paiement de l'acompte du mois « m » qui est calculé sur la base des conditions admises par le maître d'ouvrage.

. A l'expiration de la période du parfait achèvement

Le titulaire établit le projet de décompte final fixant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre au titre de son marché.

Ce projet final est remis au maître d'ouvrage ou à son représentant, dans un délai de 45 jours qui suit l'expiration de la période de parfait achèvement.

Le maître d'ouvrage vérifie le projet de décompte final et dresse un état faisant ressortir la rémunération due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, calculée à partir des postes suivants :

- le forfait initial de rémunération décomposé entre ses éléments, chacun d'entre eux étant révisé.
- les pénalités pour retard telles qu'elles résultent des décomptes arrêtés par le maître d'ouvrage.
- le Maître d'Ouvrage établit ensuite le décompte général qui comprend :
 - . le décompte final;
 - . la récapitulation du montant des décomptes périodiques ;
 - . le montant du solde à verser au titulaire.

Le Maître d'Ouvrage notifie au titulaire le montant du solde, accompagné du décompte général.

Si le projet final, malgré une mise en demeure formulée par le maître d'ouvrage, n'a pas été produit dans un délai de deux mois à partir de la réception de la prestation ; le maître d'ouvrage est fondé à établir la liquidation sur la base d'un décompte établi par ses soins.

ARTICLE 11 : PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DES FACTURES

11.1 Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiements équivalents à condition que le service soit fait.

Une suspension du délai de paiement peut être également prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du titulaire, signifiée par le Centre Hospitalier par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément à l'article 11 du CCAG.

Le titulaire devra respecter le cas échéant son engagement de remise ou d'escompte présenté dans son offre.

11.2 Présentation des demandes de paiement



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les décomptes mensuels sont transmis, sous forme dématérialisée via le site «<https://chorus-pro.gouv.fr>».

A ce titre, les factures dématérialisées adressées au Centre Hospitalier de Gonesse devront comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET 269 500 047 000 15, qui identifiera le Centre Hospitalier de Gonesse en tant que destinataire de votre facture,
- le code service «SERV_TECH_LSCP » qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure,
- le numéro de marché.

11.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit, et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est le taux de l'intérêt de la Banque Centrale Européenne à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points, plus une indemnité forfaitaire de 40 euros. Le comptable assignataire est le Trésorier Principal de Gonesse.

Le retard dans le délai global de paiement ne pourra être imputable à l'établissement si la facture n'est pas arrivée à l'adresse de facturation indiquée.

ARTICLE 12 : DELAIS DES PRESTATIONS

12.1. Phase étude

ELEMENTS DE MISSION	LIVRABLES	DELAJ MAXIMUM DE REMISE DES LIVRABLES
DIAG.	Diagnostic.	20 jours ouvrés à compter de la remise de l'ordre de service de démarrage.
A.P.	Etudes d'avant-projet.	30 jours ouvrés à compter du démarrage de la mission AP.
A.A.	Dossiers nécessaires aux demandes d'autorisations administratives.	10 jours ouvrés à compter de la recette de la prestation d'AP.
PRO.	Dossier PRO.	20 jours ouvrés à compter du démarrage de la mission PRO.
D.C.E.	C.C.T.P. et ses annexes	20 jours ouvrés à compter du démarrage de l'étape D.C.E.
A.C.T.	Rapport d'analyse des candidatures.	2 semaines jours ouvrés à compter de la réception des candidatures.
	Rapport d'analyse des offres avant négociation, des demandes de clarification éventuelles et des points de négociation.	2 semaines jours ouvrés à compter de la réception des offres initiales.
	Rapport d'analyse des offres après négociation et les mises au point éventuelles.	10 jours ouvrés à compter de la réception des offres remises après négociation.

VISA	Rapport des pièces examinées et arbitrages techniques effectués.	5 jours ouvrés à compter de la réception des documents des entreprises.
D.E.T.	Ordres de service prescrivant le démarrage de la période de préparation et des travaux.	5 jours ouvrés à compter de la demande du MOA.
	Constats contradictoires.	5 jours ouvrés suivant l'établissement du constat.
	Comptes rendus des réunions de chantier.	3 jours ouvrés suivant la tenue de la réunion de chantier.
	En cas de travaux supplémentaires, l'argumentaire justifiant ces travaux et le rapport d'analyse des propositions de prix, établies par les entreprises.	5 jours ouvrés suivant la réception des propositions de prix des entreprises.
	Le cas échéant, projets d'avenant aux marchés de travaux et justificatifs complémentaires.	15 jours ouvrés suivant la demande du MOA.
	Tableau mensuel de suivi financier de l'opération.	Le 5 de chaque mois pour le décompte du mois précédent.
	Etats d'acomptes.	5 jours ouvrés à compter de la date de réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement du titulaire
	Projet de décompte général.	10 jours ouvrés à compter de la réception par le maître d'œuvre du projet de décompte final.
	Projet de mémoire en défense contenant tous les éléments circonstanciés et détaillés se rapportant au litige.	15 jours ouvrés à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation.
A.O.R.	Procès-verbaux de réception des travaux.	5 jours ouvrés à compter de la date de réception des travaux
	Dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.).	20 jours ouvrés à compter de la date de réception des travaux.

12.2. Phase travaux

12.2.1 Réunions.

Le Maître d'œuvre dispose d'un délai de 3 jours calendaires pour diffuser le compte-rendu des réunions qu'il s'organise.

12.2.2 Suivi et classification des modifications apportées aux marchés de travaux.

Le Maître d'œuvre dispose d'un délai de 5 jours pour établir la fiche modificative de travaux (FTM) indiquant les éléments du marché de travaux amenés à être modifiés et la description des prestations et documents annexes avec les détails de ces modifications.

12.2.3 Ordre de service délivré par le Maître d'œuvre destiné aux entreprises titulaires des marchés de travaux.

- Établissement des ordres de services : Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'imposer dans la fiche modificative de travaux (FTM) un délai pour son établissement ou d'en faire la demande expressément sans établissement en amont d'une FTM
- Notification des ordres de services : Le Maître d'œuvre adresse aux entrepreneurs les ordres de services dans un délai de 5 jours et dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux sous réserve des dérogations prévues dans les pièces contractuelles des marchés de travaux passés par le Maître d'ouvrage avec les entreprises.

12.2.4 Projet d'avenant aux marchés de travaux et rapport de présentation correspondant ;

Le Maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours maximum à compter de la demande écrite (ordre de service, courriel etc. ... du Maître de l'ouvrage ou de l'assistant à maîtrise d'ouvrage.

12.2.5 Avis motivé sur toute demande d'acceptation d'un sous-traitant.

Le Maître d'œuvre dispose d'un délai de 7 jours à compter de la demande écrite (ordre de service, courriel etc. ...) du Maître de l'ouvrage ou de l'assistant à maîtrise d'ouvrage.

12.2.6 Étude complète, à la demande du Maître de l'ouvrage, d'une modification mineure du projet et de ses incidences techniques et financière.

Le Maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours à compter de la demande écrite (ordre de service, courriel etc. ...) du Maître de l'ouvrage ou de l'assistant à maîtrise d'ouvrage.

12.2.7 Réponse à une question d'une entreprise qui conditionne l'avancement des études d'exécution ou des travaux

Le Maître d'œuvre dispose d'un délai de 8 jours à compter de la demande écrite (ordre de service, courriel etc. ...) du Maître de l'ouvrage ou de l'assistant à maîtrise d'ouvrage.

12.2.8 Visa des études d'EXE ou des PAC des entrepreneurs.

Le Maître d'œuvre doit adresser son visa assorti de ses observations éventuelles dans un délai de 5 jours calendaires suivant la réception des études d'exécution ou des PAC (Plans d'Atelier et de Chantier) réalisés par l'entrepreneur.

12.2.9 Vérification par le Maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entreprises.

Le délai imparti au Maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs, et à la mise à disposition de l'état d'acompte mensuel sur le portail public de facturation est fixé à 5 jours à compter de la mise à disposition ou de l'envoi du projet de décompte mensuel par l'entrepreneur

12.2.10 Vérification du projet de décompte final et établissement du projet de décompte général des entreprises.

Le délai imparti au Maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et sa transmission ou sa mise à disposition au Maître d'ouvrage sur le portail public de facturation est fixé à 10 jours à compter de la date de réception du document par le Maître d'œuvre.

12.2.11 DOE et autres documents.

Les plans et autres documents à fournir après exécution par le Maître d'œuvre devront être remis au Maître d'ouvrage et à son Assistant au plus tard 20 jours après la réception des travaux.

12.2.12 Attestation de conformité de fin de chantier.

Le Maître d'œuvre transmettra au Maître d'ouvrage l'attestation de conformité de fin de chantier dans les 30 jours à compter de la réception des travaux.

12.2.13 Instruction des mémoires en réclamation déposés par les entreprises de travaux.

Le Maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de sa réception du mémoire de réclamation pour transmettre au Maître d'ouvrage son rapport d'analyse du mémoire.

ARTICLE 13 – RECEPTION DES PRESTATIONS

. Nombre d'exemplaires

L'ensemble des documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir.

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

<u>DOCUMENT</u>	<u>NOMBRES D'EXEMPLAIRES</u>
DIAG	3 + 1 numérique
APS	3 + 1 numérique
APD	3 + 1 numérique
Permis de construire	3 + 1 numérique
PRO	3 + 1 numérique
DCE	3 + 1 numérique
DOE	3 + 1 numérique

. Délais

Par dérogation à l'article 20.2 alinéa 2 du CCAG-MOE, la décision par le maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration des délais d'approbation des documents d'études par le maître d'ouvrage indiqués ci-dessous :

Délais d'approbation en mois

Code	Délais
DIAG	2 mois
APS	2 mois
PC	2 mois

APD	2 mois
PRO	2 mois
DCE	2 mois
DOE	2 mois

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai mentionné ci-dessus, la prestation n'est pas considérée comme reçue et la réception ne peut être tacite par dérogation aux dispositions de l'article 21 du CCAG-MOE. Le titulaire doit demander dans les conditions du 1 de l'article 3 du CCAG-MOE, une décision expresse du maître d'ouvrage. Ce dernier dispose d'un délai d'un mois à compter de la date de l'accusé de réception par lui de la demande du titulaire.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

A l'exception des dérogations indiquées ci-dessus, les articles 20 et 21 du CCAG-MOE s'appliquent pour ce qui concerne la réception des prestations.

ARTICLE 14 – PENALITES

L'ensemble des pénalités prévues au présent article, sauf dérogation expresse, s'appliquent sur simple constatation, sans qu'il soit nécessaire d'effectuer une mise en demeure préalable ou d'indiquer dans la mise en demeure la pénalité encourue.

Le montant des pénalités s'entend toujours d'un montant hors taxe (HT) et hors variation de prix.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au Maître d'œuvre tout au long du marché.

14.1 Pénalités de retard

Sous réserve de ce que le Maître de l'ouvrage décide in fine, les pénalités de retard sont dues en principe sur simple constat du dépassement du délai, même si leur montant ne dépasse pas 1000 euros ou dépasse 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée.

Ainsi des pénalités de retard sont prévues dans les cas suivants :

Retard du maître d'œuvre dans :	Pénalités applicables
Transmission des pièces sociales et fiscales tous les 6 mois. Cf. art 2.2	Pénalité journalière est fixée à 100 euros par jour calendaire de retard.
Transmission des attestations d'assurances valide et conforme Cf. art 21.3	Pénalité journalière est fixée à 100 euros par jour calendaire de retard.
Présentation des documents d'études Cf. art 3 à 14 du CCTP	Pénalité journalière est fixée à 500 euros par jour calendaire de retard, jusqu'à réception de l'ensemble des documents constituant le dossier complet de la phase.
Document de suivi des modifications apportées aux marchés de travaux (retard ou absence) Cf. art 12.2.2	Pénalité journalière est fixée à 200 euros par jour calendaire de retard.

Diffusion du compte-rendu de chantier (retard ou absence) Cf. art 12.2.1	Pénalité journalière est fixée à 200 euros par jour calendaire de retard.
Projet d'avenant aux marchés de travaux. Cf. article 12.2.4	Pénalité journalière est fixée à 200 euros par jour calendaire de retard.
Avis motivé sur toute demande d'acceptation d'un sous-traitant Cf. article 12.2.5	Pénalité journalière est fixée à 150 euros par jour calendaire de retard.
Étude complète modification mineure du projet Cf. article 12.2.6	Pénalité journalière est fixée à 250 euros par jour calendaire de retard.
Réponse à une entreprise pour avancement études EXE ou travaux cf. article 12.2.7	Pénalité journalière est fixée à 200 euros par jour calendaire de retard.
Visa des études d'EXE ou des PAC des entrepreneurs. Cf. art 12.2.8.	Pénalité journalière est fixée à 200 euros par jour calendaire de retard.
Vérification des projets de décompte et du décompte final Entreprises Cf. art 12.2.9 et 12.2.10	Pénalité journalière est fixée à 1/3000ème du montant de l'acompte des travaux correspondant par jour calendaire de retard.
DOE et autres documents. Cf. art 12.2.11	Pénalité journalière est fixée à 200 euros par jour calendaire de retard.
Retard ou absence de remis de l'attestation de conformité de fin de chantier Cf. art 12.2.12	Pénalité journalière est fixée à 500 euros par jour calendaire de retard.
Instruction des mémoires en réclamation Cf. art 12.2.13	Pénalité journalière est fixée à 200 euros par jour calendaire de retard.

14.2 Pénalités pour prolongation du délai d'exécution des travaux

En cas de prolongation de délai d'exécution des travaux, imputable au Maître d'œuvre, il pourra lui être appliqué une pénalité dont le montant est fixé à 100 € par jour calendaire de retard.

ARTICLE 15 – EXECUTION JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

15.1. Coût prévisionnel des travaux

L'exécution des études d'Avant-Projet Définitif permettra au Maître d'œuvre de s'engager sur un coût prévisionnel de réalisation des travaux.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le Maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le Maître d'ouvrage à la notification du marché, le Maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au Maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci- dessus.

Le Maître de l'ouvrage se réserve la possibilité, à ses frais, de recourir à un économiste extérieur de son choix, pour donner son avis sur l'estimation du coût prévisionnel remise par le Maître d'œuvre. Au vu des résultats de cette étude, le Maître de l'ouvrage pourra demander au Maître d'œuvre de vérifier et de justifier, le cas échéant, son estimation.

Après réception et acceptation de l'Avant-Projet Définitif par le Maître d'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le Maître d'œuvre s'engage à respecter et fixe le forfait définitif de rémunération (cf. article 8 forfait de rémunération).

Le projet d'avenant (fin de phase APD) devra être rédigé par le Maître d'œuvre. Il devra retracer l'évolution des coûts des travaux (détail par lot) et des coûts de maîtrise d'œuvre conduisant à la passation de l'avenant depuis l'élément de mission Esquisse. Les prix seront présentés (coût des travaux et maîtrise d'œuvre) par rapport à l'index d'origine et par rapport à l'index d'acceptation des différentes missions jusqu'à l'APD.

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à

son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- du forfait de rémunération ;
- des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un Maître d'œuvre ;
- des frais éventuels de Contrôle Technique, de CSPS, de l'OPC et de CSSI ;
- de la prime éventuelle des assurances souscrites par le Maître d'ouvrage pour ses garanties réglementaires ;
- de tous les frais financiers.

NOTA :

En cas de souscription par le Maître d'ouvrage d'une assurance venant se substituer à une assurance normalement à la charge de la Maîtrise d'œuvre ou d'une ou plusieurs entreprises de réalisation, ou compléter une garantie insuffisante, le montant de la prime sera pris en compte.

15.2 Conditions économiques d'établissement

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé par l'A.E.

15.3. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance fixé à 5%.

15.4. Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

15.5. Coût de référence des travaux

Si à l'issue de la consultation des entreprises de travaux, c'est à dire après réception du rapport d'analyse des offres établi par le maître d'œuvre, le seuil de tolérance est dépassé, le maître d'ouvrage peut demander au maître d'œuvre d'adapter ses études, sans rémunération complémentaire, afin de respecter son engagement.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 10 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 20 jours, puis assurer la mission d'assistance à la passation des contrats de travaux.

Le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût résultant des contrats de travaux. Ce coût est le coût de référence.

ARTICLE 16 – EXECUTION APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

16.1. Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme du projet.

16.2 Conditions économiques d'établissement

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 correspondant au mois de remise des offres ayant permis la passation des contrats de travaux. Dans le cas d'un appel d'offre infructueux, le mois m0 est celui des offres retenues à l'issue du dernier appel d'offre.

16.3. Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance fixé à 5%.

16.4. Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux et pénalités de dépassement

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance.

. Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés (incluant les éventuelles modifications et commandes hors marchés intervenues pour la réalisation du projet, hors révisions de prix).

. Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le double du taux de rémunération t fixé à l'Acte d'Engagement.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux

16.5. Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs résultant de modifications de programme) dépasse le seuil de tolérance, des retenues provisoires peuvent être appliquées mensuellement à hauteur de la pénalité calculée en fonction du coût de réalisation connu, par fraction laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR, mais également pendant la garantie de parfait achèvement.

16.6. Ordres de services

Dans le cadre de l'élément de mission DET, le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés au maître d'ouvrage dans un délai de 10 jours.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier sans avoir recueilli au préalable l'accord écrit du maître d'ouvrage, des ordres de service relatifs :

- à la notification de la date de commencement des travaux ;
- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus, ou ayant des incidences financières.

En aucun cas le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service de poursuivre les travaux au-delà de la masse initiale des travaux prévus au marché sans qu'une modification de marché ait été notifiée au titulaire du marché de travaux.

Le maître d'œuvre, dans le cas d'une augmentation de la masse des travaux, justifiant d'une modification de marché, fournira l'ensemble des éléments nécessaires à l'établissement de ces actes dans les meilleurs délais au maître d'ouvrage (notamment les motifs détaillés et les devis vérifiés).

ARTICLE 17 - PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le titulaire du présent marché, assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

ARTICLE 18 - SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

Le maître d'œuvre est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et est l'unique interlocuteur des entrepreneurs (mission DET). Il est de ce fait tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

ARTICLE 19 - ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin de la garantie de parfait achèvement, ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

Le maître d'œuvre doit assister le maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Au titre de cette assistance, il doit :

- organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage ;
- constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à leur exploitation. L'élément AOR, après recollement des documents fournis par l'entrepreneur (plans conformes à l'exécution, notice de fonctionnement qualité des matériaux et des matériels utilisés) prend en compte la constitution des dossiers des ouvrages exécutés nécessaires à leur exploitation.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie par le maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 20 – RESILIATION - LITIGES

Les dispositions des articles 27 à 34 du CCAG-MOE et des articles R2191-30 et -31 du code de la commande publique s'appliquent pleinement à cet article.

Le titulaire peut demander la résiliation du marché conformément aux articles 19, 29.1 et 29.2 du CCAG-MOE.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses énoncées au présent marché, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité, après que le titulaire ait été mis en demeure de présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-MOE, le marché pourra être résilié, aux torts du maître d'œuvre, dans le cas où celui-ci s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance, ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du seuil de tolérance.

Les parties tenteront au préalable de résoudre leur désaccord à l'amiable dans les conditions fixées par l'article 35 du CCAG-MOE et l'article D 2197-13 à 24 du code précité.

EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU PRESTATAIRE

Les conditions d'exécution aux frais et risques du titulaire sont définies dans l'article 34 du CCAG-MOE.

ARTICLE 21 – CLAUSES DIVERSES

21.1 Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'A.E. et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE sont applicables à chacun des cotraitants.

En conséquence, les articles 27 à 34 du CCAG-MOE, traitant de certains cas de résiliation, s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra procéder selon son choix, soit à la résiliation du marché, soit à une résiliation partielle relative au cotraitant défaillant.

21.2 Saisie-arrêt

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiquée la saisie-arrêt du chef d'un des cotraitants, retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

21.3 Assurances du maître d'œuvre

Antérieurement à la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (ou chaque membre du groupement) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre :

- de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil. Cette police devra couvrir les responsabilités de tous les intervenants, que ce soit pendant la durée des travaux, mais également après réception des travaux (jusqu'au terme de la garantie de parfait achèvement, sous réserve d'une éventuelle prolongation de garantie).
- de la responsabilité décennale selon les modalités applicables au jour de la signature du marché et comportant la garantie de tous les risques définies par les articles 1792, 1792.2, 1792.3 et 1792.4 du code civil, ainsi que les clauses prévues par la loi n° 78.12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Le maître d'œuvre fournira une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Il doit donc fournir des attestations de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Le Maître d'œuvre devra produire de nouveau ses attestations d'assurances en cours d'exécution de sa mission si cette dernière dure sur plusieurs années civiles, et ce au plus tard le 15 janvier de chaque nouvelle année civile.

21.4 Assurance du maître d'ouvrage

Garantie tous risques chantier.

En cas de pluralité de lots de marchés de travaux, le Maître d'ouvrage pourra souscrire à ses frais, au profit de l'ensemble des intervenants présents sur le chantier, une police tous risques chantier dont l'objet est de garantir notamment les dommages matériels accidentels en cours de travaux couverts par ce type de contrat atteignant les biens assurés pendant toute la durée de la garantie.

Si le Maître d'ouvrage souscrit une police tous risques chantier, le Maître d'œuvre lui fournira les éléments nécessaires pour déclarer le risque à l'assureur.

Garantie dommages ouvrages.

Le Maître d'ouvrage pourra souscrire une police dommages ouvrage (DO), dont l'objet est de garantir en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage réalisé ainsi qu'aux ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L. 243-1-1 du code des assurances.

Lorsque les travaux seront réalisés en présence d'existants, non totalement incorporés dans l'ouvrage neuf, le Maître d'ouvrage pourra souscrire la garantie facultative des existants non soumis.

Si le Maître d'ouvrage souscrit une police dommages ouvrage, le Maître d'œuvre lui fournira les éléments nécessaires pour déclarer le risque à l'assureur.

ARTICLE 22 – UTILISATION DES RESULTATS

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG-MOE.

ARTICLE 23 : TRIBUNAL COMPETENT

En cas de contestations relatives au déroulement de la présente consultation et pendant l'exécution du marché, le tribunal administratif de Montreuil sera seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur.

Tribunal Administratif de Montreuil

7 rue Catherine Puig

93558 MONTREUIL Cedex

Tél : 01 49 20 20 00

Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

En cas de contestations pendant l'exécution du marché concernant le Centre Hospitalier de Gonesse, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise sera seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

2-4 boulevard de l'Hautil – BP 322 95027 CERGY-PONTOISE CEDEX

Téléphone : 01.30.17.34.00 – Télécopie : 01.30.17.34.59

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr